Vendredi 1er juillet 1977 No 719

1 F

l'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP. 61 75861, Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

LA BOURGEOISIE ITALIENNE SIGNE SON PROGRAMME COMMUN

Un accord de gouvernement est intervenu mardi en Italie entre les 6 principaux partis de la bourgeoisie : démocrate-chrétien, communiste, socialiste démocrate, et libéral. Négocié âprement pendant de longs mois il porte essentiellement sur 4 grands problèmes : économie (c'est à dire essentiellement baisse des salaires des travailleurs baptisée pudiquement «réduction du coût du travail»), ordre public (avec toute une série de lois fascisantes destinées à assurer «l'ordre et la sécurité» capitalistes) enseignement (mise au pas de la contestation dans les universités) et administation locale (répartition des pouvoirs dans les différentes municipalités et les régions entre les différends partis bourgeois).

On ne parle pas encore de majorité parlementaire, les démocrates chrétiens 38% de l'électorat) se faisant toujours tirer l'oreille pour partager le pouvoir avec le PCI (34%), officiellement l'accord ne modifiera donc pas l'actuel équilibre politique qui permet au gouvernement démocrate chrétien Andréotti de gouverner avec la complicité tacite des autres partis et notamment du PCI.

Mais celui-ci ne renonce pas à ses ambitions. En commentant l'accord, son secrétaire général Berlinguer a déclaré qu'il constituait un «terrain plus favorable» pour la formation d'un gouvernement «d'unité démocratique» auquel participerait le PCI.

Pendant ce temps une délégation du PCI était reçue en grande pompe à Moscou pour y discuter de la délicate question de la fronde dévellopée par les «eurorévisionnistes» .

En paraphant l'accord qui appelle à «créer dans le pays une atmosphère de coopération, de responsabilité et de sécurité» et à «une action ferme et cohérente pour abattre par les moyens consentis par la constitution, toute forme de subversion et de criminalité» le PCI ne fait cependant que se démasquer un peu plus aux yeux des travailleurs italiens dont l'accord prétend organiser l'exploitation en commun. Le fait que même les dirigeants révisionnistes de la centrale CGIL contrôlée par le PCI aient été obligés de prendre publiquement position contre l'accord qualifié de «décevant» témoigne de la colère qui monte dans les usines et les campagnes italiennes.

Rome : les masses étudiantes conspuent les orateurs révisionnistes venus les haranguer.

IMPASSE A BELGRADE

La réunion préparatoire de Belgrade sur l'examen de l'application de l'acte final d'Helsinki piétine depuis son ouverture, le 17 juin.

Elle est chargée de fixer la date, la durée et l'ordre du jour de la réunion au sommet de l'automne prochain sur «la sécurité européenne». Mais dès le premier jour, délégués soviétiques et américains se sont engagés dans une âpre bataille de procédure, aucun ne voulant céder d'un pouce. Une première proposition, inspirée par les 9 pays de la CEE, s'est vue opposer le véto soviétique : d'après les porte-paroles de Moscou, elle était suspecte d'inviter à un examen trop détaillé de la question du respect des droits de l'homme dans les États participants. Question dont la clique du Kremlin ne veut pas entendre parler et pour cause !

Les USA, quant à eux, ont soutenu une proposition britannique allant dans le même sens et protesté de leur désir de soumettre «la sincérité soviétique de promouvoir la détente» à un test sérieux. Nouvelle protestation furibonde de la délégation soviétique qui a avancé à son tour une contre-proposition.

Elle réaffirmait son refus de procéder à un «examen détaillé» des droits de l'homme et préconisait de «regarder vers l'avenir» pour «discuter des propositions spécifiques relatives au renforcement de la sécurité et de la coopération en Europe». Autrement dit, Moscou ne tient guère à ce que soit examinée la manière dont la prétendue «détente» a été sanctionnée par des actes concrets, au cours des deux années écoulées, et prône l'adoption de nouvelles «mesures» de détente et de désarmement pour l'avenir.

Le ton particulièrement arrogant du délégué soviétique, Vorontzov, accusant les autres représentants de «déviation inacceptable» dans la manière dont ils traitaient l'acte final d'Helsinki, a provoqué plusieurs incidents assez vifs, notamment avec les délégations roumaine et ouest-allemande.

Récusant les deux propositions soviétiques et américaines, les pays neutres et non-alignés participant à la conférence ont proposé une troisième démarche pour l'ordre du jour, insistant pour que soit examinée en détail la manière dont le désarmement et la détente auraient effectivement progressé depuis Helsinki. Proposition à laquelle Moscou a réagi très froidement car une telle démarche ne peut qu'éventer la supercherie de ses discours ronflants si manifestement contradictoires avec les faits. Depuis l'ouverture même de la conférence, la course aux armements a pris une nouvelle accélération : mardi, une nouvelle explosion nucléaire souterraine a eu lieu à la base d'essais de Semipalatinsk, en Sibérie. Au même moment, Jimmy Carter annonçait son intention de donner le feu vert au programme de réalisation du super bombardier B1, de doter certains missiles d'obus à neutrons perfectionnés. Il refusait également de vendre un ordinateur perfectionné à l'URSS de crainte qu'il ne soit utilisé à des fins militaires.

Editorial *Renforçons le soutien à la lutte des nettoyeurs du métro*

Depuis maintenant un mois, les nettoyeurs du métro mènent une lutte d'ores et déjà riche de nombreux enseignements. Ils affrontent les multiples obstacles dressés contre eux par les patrons, l'État à leur service et ceux qui comptent en prendre demain les rênes, «au profit des travailleurs», osent-ils prétendre, alors qu'ils se font ouvertement le fer de lance d'une opération pour briser la grève.

Oui, les dirigeants du PCF, à travers les dirigeants CGT qu'ils contrôlent, ont abusé quelques travailleurs exploités durement comme leurs frères et ont obscurci leur conscience au point d'en faire des jaunes : ils leur ont fait reprendre le travail !

Voilà ce qu'ils font aujourd'hui et ce qu'ils feront toujours et avec encore plus de moyens demain s'ils accèdent au pouvoir !

Aujourd'hui dans le métro, deux sortes d'ouvriers nettoient : ceux que la RATP fait réquisitionner dans d'autres boites travaillant pour elle qu'encadrent flics et CRS, et ceux que les dirigeants de la CGT et du PCF ont fait reprendre ! Mais l'immense majorité poursuite le combat.

Parmi les 900 grévistes, 14 nationalités qui s'unifient dans l'assemblée générale quotidienne où sont prises les décisions et qui a désigné le comité de grève : voilà le fonctionnement démocratique mis en place !

Aujourd'hui, la question-clé est celle de l'autonomie de ce comité de grève et de sa possibilité de mettre pleinement en œuvre les décisions et aspirations de la base. En effet, les dirigeants de l'UD-CFDT cherchent depuis le début à canaliser, contrôler le comité de grève. Ils couvrent les agissements des «camarades» de la CGT et s'évertuent à freiner et empêcher de vigoureuses actions de masse : c'est ainsi que n'ont pu être appliquées jusqu'ici les mesures voulues par la base pour contrer efficacement l'opération des briseurs de grève.

Nous l'affirmons bien haut, comme jadis Gaston Monmousseau, ce grand dirigeant de l'époque où la CGT défendait encore les intérêts de classe du prolétariat : *«La lutte appartient à ceux qui la mènent et à eux seuls»*. La grève une fois déclenchée, elle devient l'affaire exclusive des grévistes et le syndicat doit alors s'effacer devant le comité de grève élu et contrôlé par l'assemblée générale des grévistes pour appliquer ses décisions, parler en son nom, conduire les négociations au moment estimé favorable. Le rôle du syndicat n'est pas nul pourtant : populariser les décisions prises, organiser le soutien, proposer des orientations, etc.

Ainsi de cet affrontement de classe jaillissent des lumières sur des questions vitales pour l'avenir de la classe ouvrière : qui sont les amis, qui sont les ennemis ; comment mener la lutte, etc.

C'est pourquoi, dans leur entreprise dans leur quartier, les travailleurs avancés, tous les travailleurs doivent apporter leur soutien actif aux grévistes du métro de façon à rendre les conditions toujours plus favorables pour qu'ils prennent leurs décisions de manière autonome, pour que la solidarité s'élargisse, pour que l'ennemi soit isolé : en un mot pour que la lutte soit victorieuse.

Comment soutenir les nettoyeurs du metro

– Prendre contact avec le comité de grève : 67 rue de Dunkerque.

– Populariser la lutte sur la base des décisions de l'assemblée générale.

– Participer aux actions sous la direction du comité de grève, répondre à ses appels et notamment soutenir les piquets de grève.

– Participer aux comités de soutien existants (14e, 18e).

– Mobiliser les travailleurs de son entreprise et impulser l'activité dans ce sens dans sa section syndicale, dans son quartier.

– Organiser des collectes.

– Proposer des initiatives au comité de grève.

RASSEMBLEMENT

Jeudi 30 juin à 17 H

DEVANT LE SECRETARIAT D'ETAT
AUX TRANSPORTS
Avenue du président Kennedy
Paris 16e – Métro : Passy

Le conte des Pincemaille et de leurs fermiers

«Nous défendons le droit au travail», «la terre doit être un outil de travail et non un objet de spéculation», «les fermiers resteront», «en nous défendant, c'est le droit au travail de tous les ouvriers et petits paysans que nous défendons», «un bail à Cheix». C'est sur ces mot d'ordre que les petits paysans et toute la population du coin de Loire-Atlantique ont mené une lutte exemplaire.

Cela se passait à Cheix-en-Retz. C'est pour maintenir Arnaud et Henrielle Mouillé à la ferme des Bois-aux-Moines que les petits paysans se sont battus.

A l'occasion de cette lutte, un récit sous forme de conte populaire vient d'être réalisé. C'est «le conte des Pincemailles et de leurs fermiers». Le conte réalisé sous forme vivante montre chaque étape de la lutte.

On voit à la richesse du texte vivant et plein d'humour qu'il a été réalisé dans le feu de la lutte, que ceux qui l'ont écrit, que ceux qui l'ont illustré sont des petits paysans en lutte. La lutte a été aussi illustrée par toute une série de tableaux à la gouache qu'on pouvait voir le 19 mars à Paris.

La ferme des Mouillé avant la lutte. C'est donc dans ce pays, et plus précisément au lieu-dit de «Boutefeu» que vivait – du mieux qu'il pouvait – un couple de fermiers.

On peut commander la brochure au prix de 5 F chez M. Durand – BP 321 – 75525 - Paris – Cedex11 Ou aux HERBES SAUVAGES – 70 Rue de Belleville Paris – 75020

Il y a quinze jours à Cheix-en-Retz

Des marionnettes

La mobilisation se poursuit dans cette région de Cheix-en-Reitz où, chaque jour, de nouveaux fermiers et métayers sont menacés d'expulsion par les propriétaires. C'est pour pouvoir garder leur outil de travail, c'est pour que la terre revienne à ceux qui la travaillent que les petits paysans se battent. Il y a 15 jours, lors d'un pique-nique pour soutenir les Mouillé, des petits paysans de Derval où se posent les mêmes problèmes, présentaient un spectacle-marionettes. expliquant leur lutte. Dans un style mordant, ils ridiculisaient l'ennemi de classe et les flics. Oui, c'est bien dans les luttes des ouvriers et des petits paysans que l'art populaire et l'art prolétarien doivent planter leurs racines.

• Djibouti

La situation socio-économique (4)

L'intérêt essentiel de Djibouti pour l'impérialisme français est d'ordre stratégique. De ce fait, non seulement, il a délaissé l'économie du pays, mais aussi paralysé et empêché son développement afin d'accentuer la dépendance du territoire à l'égard de la métropole impérialiste.

L'économie de Djibouti repose essentiellement sur le port, l'aéroport et le chemin de fer franco-éthiopien. Les deux premiers servent surtout à l'armée coloniale française. Le port est avant tout un port militaire où les navires de guerre sont nombreux ; de même l'aéroport vient d'être aménagé en une grande base aérienne d'intervention...

L'élevage est la principale richesse des nomades et la politique coloniale n'a pas consisté à essayer de lutter contre les calamités naturelles (sécheresse...) pour préserver les troupeaux, mais à les massacrer pour réduire à un état de misère plus accentué les nomades et les contraindre à venir grossir les rangs des chômeurs, déjà très nombreux dans les villes.

La pêche, malgré l'abondance de la faune et de la flore maritime des côtes de Djibouti, est exploitée avec des méthodes artisanales à cause d'une absence d'infrastructure industrielle.

Du fait du peu de débouchés qu'offre l'économie du territoire, le problème de l'emploi est crucial. Le taux de chômage atteint plus de 80 %. Le SMIG est d'environ 400 F. Outre les salaires de misère, les conditions de travail des ouvriers sont épouvantables. Il n'existe aucune garantie de travail. Les ouvriers sont entièrement à la merci des chefs d'entreprise et ne bénéficient d'aucune législation. A cela s'ajoute le fait que la crise que traverse le capitalisme international et français se répercute sur la vie économique du pays.

Les prix des produits de première nécessité (viande, riz, sucre, huile...) augmentent d'une manière vertigineuse. Il en résulte que le niveau de vie des masses laborieuses ne cesse de se dégrader, compte-tenu que les salaires les plus bas sont constants ou augmentent très légèrement.

Dans l'enseignement, l'impérialisme a pratiqué une politique d'obscurantisme et d'aliénation pour tenter d'endiguer la prise de conscience des masses populaires. En plus de son contenu aliénant, l'enseignement est restrictif. C'est ainsi que le taux de scolarisation est l'un des plus faible du monde, la ville de Djibouti avec ses 250 000 habitants ne compte qu'une dizaine d'écoles primaires et un seul lycée. Il y a eu 2 bacheliers l'année dernière et 5 bacheliers cette année.

Le chômage permanent, la politique d'obscurantisme du colonialisme français ont obligés les jeunes à emigrer vers les pays étrangers, notamment les pays du Moyen-Orient et l'Europe ou à s'enrôler dans l'armée coloniale pour servir de chair à canon, faute d'autres débouchés.

A toutes ces manifestations d'exploitation et d'oppression impérialistes s'ajoutent l'institutionalisation de la prostitution et du Kât (qui est une drogue) par l'impérialisme français et la réaction locale qui perçoivent sur ce trafic une taxe de l'ordre de plusieurs centaines de millions de francs-djibouti.

UNECAS

LE No 2 DE «COMBAT DES PEUPLES» ORGANE CENTRAL DU MOUVEMENT ANTI-IMPÉRIALISTE POUR L'INDÉPENDANCE ET LA LIBERTÉ est paru

AU SOMMAIRE

- *Brejnev, nouvel Hitler*
- *Thailande : la lutte du peuple se renforce*
- *Les richesses de la mer*
- *D'Helsinki à Belgrade : l'illusion de la détente*
- *Guyane : Non à l'invasion*
- *Zimbabwe : le régime raciste aux abois*

L'exemplaire 3 F – En vente au MAIL 88 rue Rébeval – Paris - 19e Et aux librairies «Les Herbes sauvages (Paris) et «La Force du livre» (Lyon)

• Afrique du Sud

Une manifestation d'étudiants s'est déroulée mardi dans le centre ville de Prétoria. C'est la première fois depuis plus de 15 ans qu'une tentative de manifestation a lieu au centre de la capitale sud-africaine.

La police a réprimé cette manifestation comme elle en a l'habitude et il y a eu 30 arrestations. Le but des étudiants étaient d'atteindre l'«Union Buildings», siège du gouvernement afin d'exiger la libération de leurs camarades détenus.

A Johannesburg et à Soweto, la police a mis tout en œuvre pour empêcher toute répétition de la marche de plusieurs centaines d'étudiants, jeudi dernier, jusqu'au siège de la police de Johannesburg où ils se sont agenouillés et où 176 d'entre eux avaient été arrêtés.

• Zimbabwe

Un porte-parole du «Front patriotique» qui regroupe la Zanu et la Zapu, a qualifié mardi à Lusaka d'«exercice futile» les suggestions anglo-américaines pour un règlement négocié du problème rhodésien. Il a également affirmé que «le prétendu ensemble de trois propositions» anglo-américaines avait pour but de consolider le «gouvernement blanc illégal et minoritaire». «Nous pensons que la lutte armée est le seul moyen efficace de libérer le Zimbabwe».

La Chine réaffirme son soutien à la lutte du Zimbabwe .

Le président du Parti communiste chinois, Hua Kuo-feng, a rappelé mardi le ferme soutien de la Chine au Zimbabwe à l'occasion de la visite à Pékin d'une délégation du Front patriotique du Zimbabwe, conduite par Robert Mugabe. Houa Kouofeng s'est également déclaré persuadé de la capacité du peuple du Zimbabwe à «chasser à coup sûr le régime de Ian Smith».

UNE NOUVELLE BROCHURE EST PARUE

«Paris 19 mars 1977 - 106 è anniversaire de la Commune de Paris - Manifestation et meeting des communistes marxistes-léninistes de l'Humanité rouge».

COMMUNIQUE DU PARTI COMMUNISTE (MARXISTE-LENINISTE) D'ARGENTINE

Le Parti communiste (marxiste-léniniste) d'Argentine communique que, contrairement à ce que l'on avait pu penser dans un premier temps, les camarades Cristina, Kritzcavzki et Altamirano n'ont pas été arrêtés et assassinés par la dictature de Videla.

Cette information était arrivée par des organisations de solidarité et de nombreux partis frères l'ont reprise et on commencé des campagnes.

Le PC (ml) d'Argentine a été interdit le jour même du coup d'État et se caractérise par sa dénonciation, dès le premier moment, de la dictature et par son combat contre les réformistes bourgeois et les révisionnistes qui ont prétendu et prétendent encore embellir cette féroce dictature.

Le PC (ml) d'Argentine remercie chaleureusement les partis frères, les organisations de solidarité et les personnalités démocrates qui se sont préoccupés du sort de ces camarades. Ceci est un exemple d'internationalisme prolétarien et de solidarité démocratique.

Le PC (ml) d'Argentine réaffirme sa ferme volonté de persévérer dans sa lutte jusqu'au bout pour abattre la dictature pro-nord américaine de Videla et sa volonté constante de développer ses forces, ainsi que l'expérience et la capacité communiste et révolutionnaire de ses cadres et de ses militants.

• Inde

Récemment ont eu lieu en Inde des élections provinciales. Elles ont marqué une très nette évolution politique. Le Parti du Congrès d'Indhira Ghandi fut, du fait de sa politique fasciste, battu partout ainsi que le Parti communiste Indien, (parti révisionniste prosoviétique) qui le soutenait. Les nouveaux dirigeants semblent vouloir libéraliser ce régime : dans le gouvernement de Bihar et celui du Bengale (dirigé maintenant par le PCI – Marxiste : parti révisionniste qui se veut indépendant de Moscou) les militants naxalistes, communistes marxistes-léninistes ont été libérés ils étaient emprisonnés depuis au moins cinq ans dans les prisons de l'Etat.

• Besançon

Les lip rétablissent l'électricité

Les ouvriers de Lip ont rétabli le courant électrique dans leur usine, indiquent-ils mardi matin dans un communiqué.

Le courant leur avait été coupé jeudi dernier dans la nuit, à la demande du syndic qui avait obtenu la protection de la police pour le déroulement de cette opération.

Les ouvriers ont rétabli le courant au transformateur qui était sous tension et qu'ils ont dû isoler avec des moyens de fortune. Les ouvriers de Lip concluent leur communiqué en indiquant que «le courant ainsi rétabli leur donnera en même temps que la sécurité élémentaire, la possibilité de continuer leur production, jusqu'à ce qu'ils obtiennent des emplois pour tous à Palente».

• Malville

La répression s'organise

Une caserne de CRS est actuellement en cours de construction sur le terrain de la centrale nucléaire de Creys-Malville. Cette mise en place des forces de répression est une tentative de préparation, de la part du gouvernement, à la grande manifestation populaire prévue pour les 30 et 31 juillet prochains. Elle renforce en outre le contrôle policier aux abords de la future centrale et suscite la protestation générale des travailleurs d'EDF de la région.

• Epinal

Les juges contre les paysans

Quatre agriculteurs, vosgiens responsables syndicaux, ont été condamnés mercredi à des peines de prison avec sursis. Au cours de manifestations les 10 et 14 avril 1976 pour appuyer leurs revendications pour une augmentation du prix du lait à la production, un groupe de paysans avait vidé 12 000 litres de lait contenus dans les camions-citernes de grosses sociétés dans les rues de villages des Vosges. Le verdict est tombé mercredi : 2 mois de prison avec sursis et 1 000 F d'amende.

• CES Pailleron

Le vrai procès reste à faire

L'instruction de l'affaire de l'incendie du CES Pailleron est enfin terminée. Neuf inculpés paraitront donc à l'automne prochain devant le tribunal correctionnel sous l'inculpation d'homicides et blessures involontaires à la suite de l'incendie du 6 février 1973.

Quelques PDG, architectes et ingénieurs répondront donc de la mort de 16 enfants et 4 adultes qui ont péri dans cet incendie. Ils sont d'ores et déjà assurés de la clémence du tribunal. Pendant ce temps, leurs compères continuent à construire à tour de bras des établissements scolaires bâtis selon les mêmes normes criminelles que celles de Pailleron.

• Paris

L'amiante qui tue

Les section syndicales des universités Paris VI et VII organisent jeudi une réunion d'information sur le problème de l'amiante.

Elles dénoncent notamment le fait qu'un technicien de 58 ans de la faculté de Jussieu est mort, en février dernier, d'une tumeur bronchique qui peut être attribuée à l'amiante. La victime travaillait depuis 14 ans dans un laboratoire de Jussieu et manipulait quotidiennement de l'amiante. Son médecin traitant a rédigé une déclaration de maladie professionnelle affirmant que ce travailleur est mort «dans des conditions qui doivent faire suspecter un rapport de cause à effet entre une exposition à l'amiante et l'apparition d'une tumeur bronchique maligne.»

A propos de Gardanne (Bouches-du-Rhône)

Bons résultats d'une bonne politique

Tout dépend du point de vue auquel on se place. Pour le journal «Le communiste», organe d'une fraction du PCF, ce qui s'est passé à Gardanne au mois de mai, s'analyse sous le titre : «Néfastes résultats d'une néfaste politique». Pour notre journal, c'est la preuve des «bons résultats d'une bonne politique».

Il y a longtemps qu'une telle hargne n'était pas transparue dans un journal du PCF, contre les militants de l'Humanité rouge.

LES FAITS

Sans doute, nos lecteurs se souviennent-ils que pour organiser une fête, nos camarades de Gardanne avaient demandé un terrain à la municipalité de «gauche». Refus. Ils étaient aussi intervenus dans une réunion des jeunesses du PCF, avaient défendu la dictature du prolétariat, avaient été très applaudis. Quant à la fête, elle a eu lieu, elle fut un succès.

Un journal d'une fraction du PCF intitulé «Le communiste» y consacre un article dans son édition du mois de juin.

NOTRE VICTOIRE

L'article tourne autour de deux idées.

Il nous apprend tout d'abord que lors du vote du Conseil municipal, sur 11 conseillers qui avaient voté en faveur de l'octroi du terrain municipal à nos camarades, il y avait «parmi eux des membres du parti (le PCF) et la Jeunesse communiste». Ainsi nos camarades, par leur campagne d'explications auprès des masses sont parvenus à «diviser les membres du Parti (le PCF)».

Quant à l'intervention de nos camarades à la réunion des jeunes du PCF, leurs idées «ont trouvé un écho», nous dit-on. Affaire d'importance, puisque «des faits comparables se produisent ça et là dans diverses municipalités ouvrières».

On nous dit alors : «Bien des militants du parti et de la JC à Gardanne sont conscients du danger, mais ils s'aperçoivent que la ligne du XXIIe Congrès ne leur donne pas les moyens d'y faire face, pas davantage que la récente progression numérique de la JC dans cette ville n'apporte de solution à ce qui relève de la politique».

Quant à la «progression numérique des JC», il faut avoir de bons yeux pour la voir : à la fête des JC en question, il y avait 40 personnes... Mais ce qui est vrai c'est que cette affaire fut un échec pour le PCF.

C'est pour nous la confirmation que l'intervention de nos camarades contre le révisionnisme, à Gardanne ou ailleurs, remporte des succès. Ce sont de «bons résultats».

CONTRE LE «DEMOCRATISME

Mais le journal «Le communiste» n'est pas n'importe quel organe du PCF. C'est le journal de Jeannette-Brejnev – pardon : Jeannette-Vermeersch – porte-parole d'une des fractions du PCF, celle qui est la plus proche de l'URSS de Brejnev.

Alors, fidèle à son maitre Brejnev qui règne sur le plus grand camp de concentration du monde, l'auteur de l'article part en guerre contre le «démocratisme» dont ferait preuve le PCF.

Laisser parler des militants révolutionnaires dans une réunion publique, c'est le sommet du «démocratisme» !

Bien sur, quand on n'a plus aucun argument politique, quand on voit les militants de base se poser de bonnes questions sur la ligne du PCF, et quand en plus on est l'émule des tsars du Kremlin, on ne peut préconiser aucune autre solution que la répression : obliger les gens à se taire par tous les moyens, les militants de base du PCF comme les révolutionnaires.

UN GEANT AU PIED D'ARGILE

Parfois, le PCF peut apparaitre comme un parti fort, uni, discipliné, compact. Il est vrai que 400 000 adhérents c'est impressionnant. Mais au fond ce parti est faible.

Il est divisé en fractions, l'une d'elle dispose d'un journal («Le communiste» précisément). Face au débat politique, il est sans argument. Et ce qui est plus important encore, ses milliers de militants de base sont sensibles aux arguments des marxistes-léninistes.

«Voilà le vrai danger que révèle cette affaire de Gardanne», dit l'article. «Voilà le grand espoir que révèle cette affaire de Gardanne» disons-nous !

C'est raté, Jeannette !

Quand Brejnev veut mettre un ouvrier ou un intellectuel révolutionnaire en camp de concentration, il dit : «C'est un fasciste».

Jeannette Vermersch et les siens n'ont pas les moyens de mettre les révolutionnaires en camp de concentration, mais ils ont un journal qui leur permet de crier «gauchiste égale fasciste».

Le numéro de juin du «Communiste», sous le titre «Émules des fascistes» prétend dénoncer l'Humanité rouge qui a lancé une campagne sur le thème «Dehors Brejnev». L'article affirme que la campagne de notre journal a été «menée sur le même thème et le même ton par le parti des forces nouvelles (ex-Ordre nouveau) et autres organisations fascistes.»

Mensonges !

Les fascistes ont-ils dénoncé le social-fascisme en URSS ? Ont-ils salué l'URSS socialiste de Lénine et Staline ? Ont-ils dénoncé «Brejnev, le nouvel Hitler» ? Non, c'est clair !

Les deux campagnes étaient directement contraires dans leur thème et leur ton. Face à notre campagne, le journal du parti des forces nouvelles s'est même senti obligé de lancer la mise en garde suivante : «Nous mettons tous nos amis en garde contre les saliveurs qui défient à la fois les impérialistes américains et soviétiques, après force rasades.» («Initiatives» numéro 19).

Par contre ce n'est pas Jeannette Vermersh qui pourrait nier qu'il y a «le même thème et le même ton» dans son «Communiste» et dans «La Pravda» de Brejnev, grand tsar au pays des camps de concentrations ! Au contraire : elle en est fière !

Parution de l'Humanité rouge pendant les vacances

Pendant la période de juillet-août, compte tenu des départs en congés des travailleurs tant journalistes que maquettistes ou imprimeurs qui participent à sa réalisation, et des chutes de diffusion habituelles dans cette période, le quotidien cessera de paraitre. Le dernier numéro sera daté du vendredi 1er juillet.

La parution reprendra avec le numéro daté du mardi 6 septembre.

Seul le bi-mensuel continuera de sortir régulièrement les jeudis suivants : 7 et 21 juillet, 4 et 18 aout et 1er septembre.

Les lecteurs, abonnés seulement au quotidien, qui désirent recevoir le bi-mensuel pendant les vacances, doivent s'adresser à l'administration dès maintenant, en joignant la somme de 15 F pour les 5 numéros.

Ne pas oublier de signaler les changements d'adresse temporaire en en précisant la durée.

L'administration

• Précicables — Argenteuil

4e semaine de grève exemplaire

Depuis le 7 juin, les 124 travailleurs de l'usine «Précicâbles» à Argenteuil sont en grève pour :
- 300 F pour tous
- 2 500 F par mois minimum
- retour aux 40 h sans perte de salaire
- 5e semaine de congés payés
- 13e mois réel au lieu des primes
- le paiement des jours de grève.

Cette lutte déclenchée par une jeune section CFDT et la section CGT intervient en période de pleine production. Les commandes sont donc bloquées... la société «Précicâbles» appartient au trust PUK. Elle produit des câbles spéciaux. C'est la première fois depuis 1968 que les ouvriers se mettent en grève. La majorité des ouvriers , Français et immigrés, est debout pour la lutte.

Les grévistes ont formé un comité de grève dès le début. Ils ont popularisé leur lutte, ils ont organisé des collectes sur les marchés, aux gares et aux portes des usines.

Depuis le début de la lutte, ils ont installé un piquet de grève à la porte de l'usine, qu'ils tiennent jour et nuit. Ils empêchent ainsi toute sortie de la production, toute entrée des cadres, de la maitrise et des jaunes.

Mardi 28 à 8 h du matin, le PDG a fait intervenir la police. Les ouvriers ont immédiatement réagi par une manifestation dans la ville. Pendant ce temps, la direction a ordonné, pour montrer qu'elle était bien maitresse chez elle, que les portes de l'entrée soient soudées grandes ouvertes.

A leur retour, les ouvriers ont non seulement brisé les soudures mais de plus ils ont ressoudés les portes, mais fermées cette fois-ci !

Dans ses calculs, le patron n'oublie que quelques petites choses : c'est la ferme détermination des ouvriers de«Précicâbles», c'est la solidarité des travailleurs des usines voisines et de celles du trust PUK, c'est le soutien grandissant que rencontre la lutte.

Soutenons la lutte des travailleurs de Précicâbles d'Argenteuil !

Ils organisent une collecte à la gare Saint-Lazare, jeudi 30 juin à 17 h.

A Précicâbles, la lutte continue !

Pour le soutien financier
Adressez-le à
UD-CFDT (Val d'Oise)
CCP 200 72 05 — Paris

Correspondant HR avec des travailleurs de «Précicâbles».

• Cables de Lyon — Clichy

La direction fausse les élections
Les travailleurs boycottent en masse
Elles sont annulées

Les bulletins de couleur verte prévus pour la CFDT deviennent bleus «pour raison technique» déclare la direction à la veille du premier tour. Ils sont bleus pour tous les syndicats au deuxième tour.

C'est ainsi que la direction a essayé de fausser les élections de délégués du personnel, au détriment de la section CFDT, constituée au mois de mars dernier après l'exclusion, par les hauts dirigeants fédéraux, des responsables de la section CGT et la dissolution de fait de cette dernière. Nous avons relaté cette opération menée contre une section conduite sur une ligne de classe et son échec qui s'est traduit par le succès aux élections au CE de la section CFDT, face à la section CGT remontée par les révisionnistes.

Dans cette entreprise où la plupart des ouvriers sont immigrés, c'était une manœuvre que les travailleurs ont refusé massivement : ils ont très largement suivi l'appel au boycott lancé par la section CFDT !

La ligne électoraliste de la CGT l'a conduite à accepter une falsification aussi grossière dans l'espoir d'en profiter ; elle a subi un sévère et nouvel échec : CGT et FO avaient obtenu 293 voix aux élections du CE, elles n'en ont eu que 213 sur les 1 370 inscrits ! Et le tribunal a dû annuler mercredi ces élections !

C'est une victoire pour la ligne prolétarienne et la ferme position de principe impulsées à travers la section CFDT, en particulier par son secrétaire dont les positions marxistes-léninistes sont la bête noire des chefs révisionnistes de la CGT.

Nettoyeurs du métro

Renforcer les piquets de grève : une nécessité

De notre envoyé spécial permanent.

La répression policière s'accentue au fur et à mesure que la grève se prolonge. En intervenant directement pour aider les patrons et la RATP, le pouvoir montre combien le masque de «neutralité» qu'il voudrait revêtir est mensonger.

Comment procède la RATP pour le nettoyage ? Elle s'adresse à diverses entreprises auxquelles elle sous-traite habituellement des travaux. Elle incite le patron à amener ses ouvriers, carreleurs, maçons, etc. à faire du nettoyage et à jouer ainsi le rôle de briseur de grève. Assez souvent, ces ouvriers sont plus ou moins «coincés». Loin de faire du zèle, ils ne demandent qu'à profiter de la première intervention suffisamment ferme des piquets de grève pour s'éclipser... sans pouvoir être sanctionnés par le contremaitre. C'est la raison pour laquelle le pouvoir leur adjoint, à la demande des patrons et de la RATP, des CRS pour les «protéger». Un car de CRS suit en permanence la camionnette où se trouvent les ouvriers. Quand ils descendent dans le métro, il stationne en haut pour empêcher que les grévistes, en train de faire une ronde en surface, ne pénètrent dans le métro pour les dissuader de nettoyer.

De plus en plus souvent, les CRS descendent dans les couloirs de métro et c'est sous leur surveillance que les ouvriers utilisés comme briseurs de grève sont contraints de travailler. La lutte contre ces manœuvres de la RATP est essentielle pour le maintien du rapport de force. C'est pourquoi le comité de grève demande aux travailleurs qui les soutiennent de venir renforcer les piquets de grève.

Pour joindre le comité de grève : 67 rue de Dunkerque de 16 h 30 à 18 h, tous les jours à sa permanence.

• APC — Rouen

Une grève résolue

La grève des 650 travailleurs de l'APC contre le nouveau roulement que veut imposer la direction se poursuit. Les travailleurs sont toujours aussi déterminés car ce sont leurs conditions de travail et la répartition des horaires, l'embauche des jeunes, qui sont en jeu.

En 75, suite à la grève de 17 jours d'un atelier de fabrication, la direction avait cédé sur un roulement de travail choisi par les travailleurs : 33 h un tiers étaient faites selon les «quarts» (3X8) et les 6 h deux tiers restantes étaient faites au gré des travailleurs selon le quart qu'ils choisissaient soit en journée normale soit pouvaient être récupérée en repos. Ceci permettait aux travailleurs d'atténuer la conséquence du travail posté. La direction avait été obligée d'établir une 5e équipe mais n'avait pas embauché le personnel qui aurait été nécessaire. C'est pour ne pas embaucher et rentabiliser la production qu'elle revient sur cet accord.

Cette grève a donc pour origine le travail posté.

D'autre part, la direction emploie 10 % de personnel intérimaire, pour pallier les absences, les congés, les absences formation ou syndicales.

Les grévistes exigent l'embauche des intérimaires.

Ils dénoncent la volonté de restructuration du travail de la part de la direction, allant de pair avec le rapprochement de l'APC et de CDF-Chimie.

Pour l'instant, les grévistes maintiennent les piquets de grève, bloquent toute sortie de la production, l'arrêt total des machines. Seule, la sécurité est assurée.

Une assemblée générale réunit les grévistes tous les jours. Une assemblée générale du personnel de jour (non gréviste) a été tenue pour montrer la communauté d'intérêt de tout le personnel de l'APC, car la restructuration aura aussi des effets sur lui. Une motion de solidarité aux grévistes a été votée à la quasi unanimité.

A l'usine de «Grand-Couronne» (Rouen), appartenant à l'APC et dans les usines CDF-Chimie, l'organisation des postes est partout différente, ce qui rend difficile l'unité sur cette seule revendication avancée pour l'instant.

La direction y va de ses mesures d'intimidation :

— poursuite des secrétaires des sections CGT, CFDT car «si la grève est légale, le blocage des issues est illégal» dit la direction. Le procès a lieu lundi et la direction demanderait en outre un million d'anciens francs par jour de dommages.

— lettre à tout le personnel. Pour que le contenu ne soit pas connu, ce sont les hauts cadres qui collent les enveloppes !

— chantage sur les congés : alors que ceux-ci commencent la semaine prochaine, la direction prétend exiger que tous les travailleurs fassent 8 jours de travail avant de prendre leurs congés pour la remise en route des tours de distillation, appareils, etc.

Les travailleurs n'entendent pas se laisser faire et vont discuter en assemblée générale de l'action à développer en riposte à ce chantage.

Correspondant HR après discussions avec les grévistes

• Ecole normale de Lille

3 semaines de lutte

Comment en parle le journal du PCF...

A l'École normale, personne ne s'attendait à ce que la grève dure trois semaines, personne ne s'attendait non plus à ce que les grévistes restent unis et actifs jusqu'à la fin juin.

Pourtant, notre grève a duré jusqu'au 24. Nous l'avons arrêtée pour pouvoir être payés pendant les vacances, mais nous sommes décidés à poursuivre l'action sous d'autres formes.

La direction, qui espérait le pourrissement commence à se demander comment elle va se sortir du pétrin ; c'est ainsi que le directeur, voyant que nos communiqués de presse se multipliaient, a envoyé une lettre...devinez à qui ? Au quotidien régional PCF «Liberté».

On peut y lire :

«...Ceux-ci (les grévistes) ont, de façon fort regrettable pour de futurs éducateurs, retardé le bon fonctionnement d'un conseil de professeurs le 3 juin, envahi de manière intempestive la salle des professeurs et fait une irruption forcenée dans les bureaux...» «... une formation scientifique et pédagogique de haut niveau ne saurait tolérer de telles pratiques, pressions de toutes sortes, perturbations concertées, faits d'une minorité marginale...»

Interrogé sur cette lettre parue dans le journal local du PCF, le responsable de la cellule PC de l'École normale a parlé «d'erreur politique» bien compréhensible, puisque «il n'y a pas de direction politique au journal liberté» (!!).

Mais ce n'est pas tout. Quelques jours plus tard, la cellule fantôme du PC a sorti une feuille (c'est quand même la 2e depuis septembre 76) intitulée «Spécial conflit FP2» où on peut lire :

...A ce niveau (au niveau pédagogique), les responsabilités nous semblent partagées entre stagiaires, professeurs et administration» «... sur un plan politique, ce mouvement a présenté plus d'un aspect dangereux. Et ceci essentiellement du fait de sa direction» **et plus loin:**

«... Par des positions de rigorisme moral» propres à des attitudes politiques sectaires, elle (la direction du mouvement) n'a cherché qu'à tracer des lignes de démarcation entre «purs révolutionnaires» et «professeurs réactionaires» ou «opportunistes». Ceci explique les formes prises par ce mouvement, provocations, insultes personnelles...», etc.

Sous une apparence d'analyse objective, et malgré un verbiage «de gauche» les thèmes de cette feuille sont les mêmes que ceux de la direction : «Il y a des meneurs»... «vous êtes responsables»... «vous faites des provocations», etc

Depuis le début du mouvement, on n'avait pas entendu parler de la cellule du PCF qui était sans doute persuadée que la grève ne serait qu'un feu de paille. Mais voilà, ils se sont trompés, et maintenant, ils veulent saboter ou récupérer un mouvement qui leur échappe totalement.

Ce qui est gênant pour eux, c'est que tous les grévistes ont condamné leur intervention et que nous sommes bien décidés à arracher une nouvelle session organisée selon les modalités que nous revendiquons (Cf HR No 705 du 12 juin).

Nous avons tiré une 2e affiche (dans le parc de l'École normale !), nous avons fait un tract de popularisation appelant à une réunion d'information.

L'action continue !

Pour une prise en charge de la formation !

Contre la mise au pas des enseignants !

Correspondant HR

Directrice de publication : Suzanne Marty Commission paritaire No 57962 Distribution NMPP IMP : La Nouvelle Dépôt légal : 2er trimestre 1977